

PC.DEL/19/07
18 January 2007

Traduction

FRENCH
Original: GERMAN

Discours
prononcé par Monsieur Frank-Walter Steinmeier,
ministre fédéral des Affaires étrangères,
à l'occasion du Conseil permanent de l'OSCE
à Vienne, le 18 janvier 2007

Monsieur le Président,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Cela me fait très plaisir de vous rencontrer aujourd'hui à Vienne. L'Union européenne et l'OSCE ont des objectifs communs: assurer la paix et la reconstruction après des conflits grâce à une multitude d'instruments et de mesures. Je vous le dis, c'est pourquoi nous avons l'intention de rechercher et de développer la coopération étroite entre l'UE et l'OSCE pendant les mois à venir sous notre présidence du Conseil de l'Union européenne.

Je vous souhaite à vous, Monsieur le Président, d'avoir la main heureuse dans vos fonctions réellement éminentes. Dans votre programme, vous avez fixé les justes priorités. Nous ferons le maximum pour vous soutenir car votre réussite est aussi la nôtre.

Si nous pouvons parler de la construction européenne comme d'un modèle de réussite, c'est en très grande partie grâce à l'OSCE. Son prédécesseur, la CSCE, était à l'ère de la guerre froide l'un des principaux forums au sein desquels l'Est et l'Ouest pouvaient se rapprocher. La CSCE était l'un des leviers qui a permis de mettre un terme à la division de l'Europe, ce qui nous a permis à notre tour à nous, Allemands, de retrouver l'unité de notre pays. Nul n'oublie chez nous ce mérite historique. Et pour finir, l'OSCE a toujours été également un symbole de la solidarité transatlantique.

Aujourd'hui, l'OSCE continue de fournir une contribution indispensable à la sécurité, la stabilité et la primauté du droit. Les membres de l'OSCE sont attachés à des normes, valeurs et standards communs. Ils symbolisent la coopération, la prévention des conflits et la gestion des crises. Ces principes et leur mise en œuvre ont apporté à l'Europe la plus longue période de paix de toute son histoire. La forme d'instauration durable de la confiance que nous pratiquons est bien comprise comme un exemple dans d'autres régions du monde.

C'est la raison pour laquelle l'Union européenne et ses États membres soutiennent l'OSCE avec un engagement sans cesse croissant, tant sur le plan politique et financier que sur celui des ressources humaines. Depuis le 1^{er} janvier, depuis l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, l'UE avec ses 27 pays représente près de la moitié des 56 pays membres de l'OSCE. L'UE envoie deux tiers du personnel de l'OSCE et elle fournit près des trois quarts du budget de l'OSCE.

Des chiffres impressionnants, je trouve, qui montrent bien que l'Union européenne mise sur l'OSCE dans son effort en matière de sécurité et de coopération pour l'Europe et les régions avoisinantes. Toutefois, nous voulons veiller à ce que l'Union européenne et l'OSCE agissent ensemble avec le maximum d'efficacité et d'efficience, c'est-à-dire qu'elles travaillent autant que faire se peut main dans la main et en évitant tout chevauchement d'activités partout où c'est possible.

Sous notre présidence, nous voulons mettre l'accent tout particulièrement sur les voisins de l'Union européenne; or dans l'espace OSCE, ce sont avant tout les voisins de l'Est. Nos plans reposent sur trois piliers:

Premièrement, nous aimerions consolider et développer, dans les prochains mois, le partenariat stratégique entre l'Union européenne et la Russie. L'UE considère comme une mission clé d'aider la Russie à devenir un État de droit démocratique et un partenaire économique puissant. L'accord de partenariat et de coopération avec la Russie expire à la fin de cette année. C'est pourquoi nous voulons préparer un nouvel accord qui développe vigoureusement la qualité de nos relations. Cela ne se limite pas au développement abstrait du dialogue politique: nous voulons tout autant développer et surtout concrétiser les potentiels des relations dans les quatre "espaces communs" (économie, y compris le secteur de l'énergie; affaires intérieures/justice; relations extérieures et recherche/éducation/culture).

Deuxièmement, nous aimerions approfondir la politique européenne de voisinage. Il s'agit de faciliter l'accès de nos voisins au marché intérieur européen, de créer des mécanismes de financement innovants et de mettre plus étroitement en contact les Européens et les habitants de leurs régions voisines.

Je mentionnerai comme projet de la politique de voisinage renouvelée le nouvel accord élargi envisagé UE - Ukraine. Et puis, il s'agit aussi de nous intéresser davantage aux pays riverains de la mer Noire qui, par l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie, sont, on le sait, devenus des voisins immédiats de l'Union européenne. Nous voulons concentrer et coordonner plus étroitement la politique communautaire concernant les pays de cette région.

Troisièmement, nous avons décidé d'élaborer une initiative européenne pour l'Asie centrale. Pendant mon déplacement dans cette région à la fin de l'année dernière, je n'y ai rencontré que soutien et encouragements. Le développement et la stabilité en Asie centrale sont d'un intérêt primordial pour l'Europe. Le voisinage avec l'Afghanistan à lui seul montre que les Européens

en bénéficient directement. Nous avons besoin de l'Asie centrale également comme partenaire contre le trafic de drogue, la criminalité organisée, la migration clandestine, l'infiltration islamiste et le terrorisme.

Je suis très content de voir que les pays d'Asie centrale ont adhéré à la CSCE tout de suite après avoir accédé à l'indépendance. Ils font partie intégrante d'une communauté explicitement attachée à la démocratie, aux droits de l'homme et à l'État de droit. Ce n'est que sur cette base que la stabilité et le développement économique peuvent être garantis dans la durée. Aujourd'hui, la mission de l'OSCE consiste à tout mettre en œuvre pour transformer ces principes en une action pragmatique et une politique concrète.

L'OSCE jouera un rôle crucial dans l'initiative européenne pour l'Asie centrale. J'ai déjà eu l'occasion sur place à Bichkek de connaître dans le détail son travail. Nous aimerions la voir très fortement impliquée en particulier dans les domaines de l'éducation, de la primauté du droit et de la gestion des frontières.

Ce ne sont pas là les seuls points forts de l'OSCE aux yeux de l'Union européenne: il faut y ajouter son engagement en faveur des droits de l'homme et de la démocratisation, dans la lutte contre le terrorisme et dans la deuxième dimension de l'OSCE, à savoir l'économie et l'environnement. Nous exploiterons ces forces de façon ciblée pour réaliser nos objectifs.

Dans le Caucase du Sud et en République de Moldova, l'OSCE, malgré ses efforts pour plus de sécurité et de coopération, n'a guère obtenu jusqu'ici de résultats tangibles. Le dernier projet de l'OSCE dans la région de l'Ossétie du Sud, en Géorgie, pourrait cependant être une raison d'espérer. La reconstruction économique et les mesures de confiance vont de pair dans le cadre du programme de développement de l'OSCE. À mon avis, il y a donc des chances de voir s'établir une base de règlement du conflit entre les parties. L'Union européenne s'est très largement impliquée dans ce domaine et elle en attend beaucoup.

Je tiens à le dire pour toute la région: nous ne devons pas nous habituer à l'immobilisme dans ce que l'on appelle les conflits gelés. Nous devons donc attendre des parties en conflit qu'elles acceptent l'OSCE comme médiateur et qu'elles considèrent cette intervention comme une chance. Si elles manifestent la volonté d'engager un dialogue constructif, l'Union européenne leur apportera immédiatement tout son soutien.

Le développement de la sécurité et de la stabilité dans les Balkans occidentaux fait partie des autres priorités du programme de la présidence allemande. Le thème central sera dans ce contexte le futur statut du Kosovo.

Les principes généraux d'un règlement tel que nous l'attendons sont bien connus: il ne peut assurément y avoir de stabilité que si la grande majorité des Albanais du Kosovo trouvent le compromis acceptable. Et pour que le règlement soit stable, il est également impératif que la minorité serbe ne se considère pas comme le seul perdant.

L'objectif de la communauté internationale reste de créer un Kosovo multiethnique, dans lequel tous les habitants puissent vivre librement et en toute sécurité et disposent de bonnes perspectives d'avenir. C'est pourquoi nous devons veiller en particulier aux droits et à la protection des groupes ethniques non albanais. À cela doit venir s'ajouter une décentralisation aussi étendue que possible.

Dans sa délicate fonction de médiateur, le président Ahtisaari peut être assuré de notre entière confiance et de notre plein soutien. Je suis certain qu'il soumettra une proposition de règlement avisée. Les deux parties devront ensuite participer sérieusement et avec bonne volonté à un accord. Après de nombreuses années d'engagement commun pour la paix et la stabilité dans les Balkans, la communauté internationale est en droit d'attendre cela d'elles.

Quelle que soit la façon dont la question du statut du Kosovo se règlera pour finir, une chose est certaine: le Kosovo est un cas unique en son genre. Il ne pourra pas servir de précédent pour le règlement dans d'autres régions en conflit.

L'Union européenne se prépare déjà intensivement à aider le Kosovo, une fois que la question de son statut sera réglée, à mettre en place des structures d'État de droit et des forces de police. Cette mission PESD s'appuiera sur la longue expérience de la mission de l'OSCE au Kosovo et collaborera bien entendu étroitement avec elle.

Lors du Conseil ministériel, à Bruxelles, nous avons pu conclure la réforme destinée à renforcer l'OSCE. Nous sommes reconnaissants à la présidence belge pour le professionnalisme avec lequel elle a conduit les négociations et pour sa persévérance. La Belgique a mené à terme un processus qui avait débuté sous présidence bulgare et qui a fait des progrès décisifs sous présidence slovène grâce au recours à un conseil des sages. Ces deux pays méritent eux aussi que nous leur exprimions nos remerciements et notre gratitude.

La voie est donc libre, sous la présidence espagnole de l'OSCE, vers une OSCE plus forte et au profil politique plus marqué. Pour cela, nous voulons mener une coopération en partenariat avec tous ceux qui le souhaitent. Car une participation et co-organisation sur un pied d'égalité, la mobilisation des 56 États participants, sont déterminantes pour l'avenir de notre organisation.

Il nous faut à cet effet mener un dialogue ouvert et intense fondé sur nos valeurs, normes et standards communs. Je sais que cela n'est pas toujours forcément agréable. Mais être membre de l'OSCE ne peut être gratuit sur le plan politique. Les États participants de l'OSCE peuvent et doivent s'intéresser, sur un pied d'égalité, aux affaires intérieures d'autres États participants de l'OSCE. L'Assemblée parlementaire de l'OSCE joue un rôle exemplaire dans ce sens.

Il est faux de penser que le dialogue des pays de l'OSCE a pour but de donner des leçons ou d'inculper voire de dénoncer qui que ce soit. Il s'agit au contraire de nous prévenir mutuellement de bonne heure des erreurs de développement et des risques mettant en danger la coopération et la sécurité en Europe. Je vous invite donc à participer tous activement à ce dialogue!

L'OSCE dispose d'institutions et d'instruments importants dont nous devons préserver et renforcer le fonctionnement et l'efficacité. Je mentionnerai le Haut commissaire pour les minorités nationales, le Représentant pour la liberté des médias et le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), mais aussi bien sûr les missions de terrain et d'observation électorale. Nous les soutenons toutes fermement.

Certains pays font preuve de scepticisme, voire d'hostilité face aux missions d'observation électorale. Ils leur reprochent d'être des instruments en vue d'un "changement de régime". Ces reproches sont à mon avis sans fondement. Car les changements de gouvernement démocratiques se basent sur des résultats électoraux et non sur la surveillance d'un scrutin.

Il est important que les observateurs électoraux ne viennent pas uniquement de quelques pays peu nombreux, mais que les équipes soient composées de la façon la plus équilibrée possible quant à leur origine et à leur répartition. Dans cette optique, il faut que tous les États participants de l'OSCE envoient du personnel. L'Union européenne apportera son appui là où c'est nécessaire.

Les États participants de l'OSCE ont créé le dispositif de contrôle des armements conventionnels le plus rigide et le mieux relié du monde. Ce dispositif a contribué pour une part décisive à amortir les processus de transformation après la fin de la guerre froide.

Comme nous pouvons le constater, depuis l'entrée en vigueur de ce régime exemplaire, le paysage de sécurité européen s'est étonnamment amélioré. Le Traité FCE et le Document de Vienne englobent aujourd'hui des potentiels militaires qui ne peuvent guère porter atteinte à notre sécurité.

Nous devons conserver ce réseau de sécurité, le développer et l'adapter aux progrès de la technologie militaire. Il reste un élément important d'une confiance durable en matière de sécurité en Europe.

Nous devrions donc nous servir de nos succès dans le domaine du contrôle des armements pour faire campagne activement dans d'autres régions. Je soutiens explicitement le fait que l'OSCE s'entretienne de ce sujet avec ses partenaires de coopération en Asie et dans le bassin méditerranéen.

L'OSCE est le seul forum de la politique de sécurité à l'échelle de l'Europe entière. La sécurité et la stabilité doivent s'acquérir sans cesse grâce à la mobilisation politique et à un dur travail.

Je m'adresse à vous pour que nous fassions avec encore plus de détermination ce que nous avons déjà fait par le passé: nous devons veiller ensemble à régler les conflits dans l'espace OSCE, à renforcer les droits de l'homme et des minorités, l'État de droit et la société civile, à combattre l'antisémitisme et d'autres formes d'intolérance, ainsi que la traite des êtres humains et le terrorisme, et à assurer la sécurité énergétique et protéger l'environnement.

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,

Je compte fermement sur votre appui. L'Union européenne et l'OSCE mènent une politique de paix active, mais la paix, la sécurité et la stabilité doivent faire l'objet d'une lutte et d'une réflexion sans cesse renouvelées. Ferveur, force et réussite: voilà ce que je vous souhaite à tous!